RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 08416
Numéro SIREN : 977 844 786
Nom ou dénomination : ALIGN TECHNOLOGY OPERATIONS SAS

Ce dépôt a été enregistré le 14/08/2023 sous le numéro de dépôt 34951

# PROJET DE TRAITE D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

ENTRE

**ALIGN TECHNOLOGY SAS**

ET

**ALIGN TECHNOLOGY OPERATIONS SAS**

**EN DATE DU 14 AOÛT 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES,**

(A) **ALIGN TECHNOLOGY**, société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est situé 2/8 rue Sarah Bernhardt, 92600 Asnières-sur-Seine, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 434 581 278, représentée par Monsieur Markus Sebastian, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

(Ci-après l' « **Apporteuse** »)

(B) **ALIGN TECHNOLOGY OPERATIONS**, société par actions simplifiée au capital d'un euro, dont le siège social est situé 2/8, rue Sarah Bernhardt, 92600 Asnières-sur-Seine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 977 844 786, représentée par Madame Julie Coletti, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,

(Ci-après la « **Bénéficiaire** »)

(Ci-après, individuellement une « **Partie** », ensemble, les « **Parties** »)

**IL A ÉTÉ EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT**

## EXPOSÉ

### 1. CARACTÉRISTIQUES DE L'APPORTEUSE

(a) Comme mentionné à l'article 2 de ses statuts, l'Apporteuse a l'objet social suivant :

- Le commerce d'instruments et appareils orthodontiques et orthopédiques de toute nature dans le domaine dentaire et de tous matériels et produits s'y rapportant, ainsi que la coordination et le contrôle des ventes desdits instruments et appareils,

- Et, plus généralement, l'organisation de cours, de conférences et de réunions d'information, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières, mobilières ou agricoles se rattachant directement ou indirectement aux objets principaux ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou qui seraient susceptibles de favoriser le développement de la société.

(b) L'Apporteuse a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre le 10 octobre 2010 pour une durée de 99 ans jusqu'au 12 février 2100. À ce jour, son capital social s'élève à 100.000 euros divisé en 1.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et de même catégorie.

(c) L'Apporteuse n'a pas procédé à une offre publique de titres financiers ou à l'admission de ses actions aux négociations sur un marché réglementé, n'a pas émis d'actions de préférence, ni d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, ni de parts de fondateurs, ni d'obligations, ou de valeurs mobilières composées.

(d) L'exercice fiscal de l'Apporteuse commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA BÉNÉFICIAIRE

(a) Comme mentionné à l'article 2 de ses statuts, la Bénéficiaire a l'objet social suivant :

- les activités relatives à la création et au développement de logiciels et de programmes informatiques, les services de conception et de développement informatisés de prothèses, d'accessoires et de pièces dentaires pour l'orthodontie, ainsi que d'autres activités professionnelles, scientifiques et techniques connexes déterminées par la Société et qui ne contreviennent pas à la législation en vigueur et applicable,

- toutes opérations d'acquisition, de détention, de gestion de titres de participation et de placement de toute nature dans toutes sociétés françaises ou étrangères,

- toutes prestations de services administratifs, techniques, commerciaux et financiers destinées à ses filiales et participations, et

- plus généralement, l'organisation de cours, de conférences et de réunions d'information, tout service aux professionnels, toute opération commerciale, industrielle ou financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

(b) La Bénéficiaire a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre le 19 juillet 2023 pour une durée de 99 ans, soit jusqu'au 18 juillet 2122. À ce jour, son capital social s'élève à un (1) euro, correspondant à une action ordinaire unique d'une valeur nominale d'un (1) euro, entièrement souscrite et libérée.

(c) La Bénéficiaire n'a pas procédé à une offre publique de titres financiers ou à l'admission de ses actions aux négociations sur un marché réglementé, n'a pas émis d'actions de préférence, ni d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, ni de parts de fondateur, ni d'obligations, ni de valeurs mobilières composées.

(d) L'exercice fiscal de la Bénéficiaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année suivante. A titre exceptionnel, le premier exercice a commencé le 19 juillet 2023 (soit la date de son immatriculation) et se clôturera le 31 décembre 2023.

## 3. ACTIONNARIAT ET DIRECTION DES PARTIES À L'APPORT

(a) L'intégralité des actions et des droits de vote de l'Apporteuse est détenue par la société ALIGN TECHNOLOGY B.V., société de droit néerlandais dont le siège social est situé Arlandaweg 161, 1043 HS Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée sous le numéro 34207531.

(b) L'action unique représentant la totalité du capital social et des droits de vote de la Bénéficiaire est détenue par l'Apporteuse depuis l'immatriculation de la Bénéficiaire, soit depuis le 19 juillet 2023.

(c) L'Apporteuse et la Bénéficiaire ont, à la date des présentes, les mandataires sociaux et dirigeants commun suivants : (i) Madame Julie Coletti est respectivement Présidente de la Bénéficiaire et Directrice Générale de l'Apporteuse, et (ii) Monsieur James Tandy est respectivement Directeur Général de la Bénéficiaire et de l'Apporteuse.

## 4. MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

(a) Le groupe ALIGN, auquel l'Apporteuse et la Bénéficiaire appartiennent, envisage de se restructurer en vue de séparer dans des entités distinctes ses activités liées à la production d'une part, des activités de vente et de marketing d'autre part. Dans le cadre de cette réorganisation juridique intragroupe, l'Apporteuse souhaite apporter à la Bénéficiaire la Branche d'Activité dite « *Operations* » (telle que définie ci-après) dans les termes et conditions du présent Projet de Traité d'Apport.

(b) Il est envisagé que la Branche d'Activité soit apportée par l'Apporteuse à la Bénéficiaire par voie d'un apport partiel d'actifs soumis au régime juridique des scissions prévu aux articles L. 236-18 à L. 236-26 du Code de commerce (l'« **Apport** »). L'Apporteuse détenant 100% des actions de la Bénéficiaire, l'Apport bénéficiera du régime simplifié des scissions prévu à l'article L. 236-28, alinéa 1 du Code de commerce.

(c) La procédure d'information et de consultation du comité social et économique de l'Apporteuse relative à la réorganisation susvisée a été mise en œuvre en application stricte des dispositions légales en vigueur et est achevée à la date des présentes.

Dans ce contexte, les Parties sont convenues d'exécuter le présent projet de traité d'apport partiel d'actifs (le « **Projet de Traité d'Apport** »).

# CONVENTION

## ARTICLE 1 – OBJET DU PRÉSENT TRAITÉ

### 1.1. APPORT PARTIEL D'ACTIFS SOUMIS AU RÉGIME DES SCISSIONS

Les Parties décident de placer l'Apport objet des présentes sous le régime juridique des scissions prévu par les articles L. 236-18 à L. 236-26 du Code de commerce, conformément à la faculté qui leur est offerte par l'article L. 236-27 dudit Code.

L'Apporteuse détenant la totalité des actions de la Bénéficiaire, l'Apport sera soumis aux dispositions de l'article L. 236-28, alinéa 1 du Code de commerce à condition que l'Apporteuse ait continué à détenir la totalité des actions de la Bénéficiaire jusqu'à la Date d'Effet (telle que définie ci-après) de l'Apport.

### 1.2. BRANCHE D'ACTIVITE APPORTEE

Dans le cadre de cet Apport, l'Apporteuse transmettra, sous les conditions ordinaires de fait et de droit et de celles faisant l'objet des présentes, l'intégralité des éléments d'actif et de passif détaillés ci-après afférents à la branche complète et autonome d'activité définie ci-après (ci-après la « **Branche d'Activité** ») :

- Activités de préproduction consistant en (i) la revue et la traduction des plans de traitement (dits « Clinchecks ») dans le logiciel interne de planification des traitements permettant la mise en production des aligneurs (activité dite « TREAT ») et (ii) le paramétrage et la personnalisation du traitement selon les préférences des clients dans le logiciel interne de planification des traitements (activité dite « IPP »), exploitée en France.

La désignation des éléments d'actif apportés et des éléments de passif transmis par l'Apporteuse ainsi que les conditions de leur transmission sont plus amplement décrites ci-après.

## ARTICLE 2 – COMPTES DE REFERENCE UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

Les Parties sont convenues de fixer la date de réalisation juridique du présent Apport au 1er octobre 2023 (à 00h01) (la « **Date d'Effet** »), en application des dispositions de l'article L. 236-4 du Code de Commerce et sous réserve de la réalisation de la condition suspensive mentionnées à l'**Article 17.1** ci-dessous.

Le présent Apport constituant une mesure de restructuration juridique interne, les éléments d'actif et de passif de l'Apporteuse seront apportés à leur valeur nette comptable, soit la valeur pour laquelle ils figureront dans les comptes de l'Apporteuse arrêtés à la Date d'Effet.

Il est en outre envisagé de ne pas donner un effet rétroactif à l'Apport, d'un point de vue comptable et fiscal. En conséquence, l'Apport prendra effet à compter de la Date d'Effet d'un point de vue comptable et fiscal.

Les éléments d'actif et de passif composant la Branche d'Activité seront apportés par l'Apporteuse à la Bénéficiaire sur la base d'une situation comptable relative à la Branche d'Activité estimative à la Date d'Effet, établie à titre prospectif, sur la base de ses comptes annuels au 31 décembre 2022, et tenant compte des éléments de gestion dont l'Apporteuse a connaissance à la date du présent projet (les « **Comptes de Référence** »).

Les Comptes de Référence, figurant en **Annexe 1** des présentes, seront mis à la disposition de l'associé unique de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire conformément à l'article R. 236-4 du Code de commerce.

La parité d'échange est calculée sur la base de la valeur nette comptable de la Branche d'Activité apportée par l'Apporteuse à la Bénéficiaire et de la valeur nette comptable de la Bénéficiaire, conformément à la tolérance administrative détaillée à l'article 5.3 du présent Projet de Traité d'Apport..

Les derniers comptes annuels de l'Apporteuse étant clos depuis plus de six mois à compter de la date des présentes, l'Apporteuse a établi une situation comptable intermédiaire au 31 mai 2023, conformément à l'article R. 236-4 du Code de commerce, selon les mêmes méthodes et la même présentation que les derniers comptes annuels. La Bénéficiaire étant une société nouvellement constituée, cette situation comptable intermédiaire n'est pas requise à son niveau. La situation comptable intermédiaire de l'Apporteuse est jointe en **Annexe 2** des présentes et sera mise à la disposition de l'associé unique de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire conformément à l'article R. 236-4 du Code de commerce.

## ARTICLE 3 – EVALUATION ET DESIGNATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF APPORTES – NOMINATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS À TITRE VOLONTAIRE

### 3.1. ÉVALUATION DE LA BRANCHE D'ACTIVITE APPORTEE PAR L'APPORTEUSE

Pour la détermination de la valeur des éléments composant la Branche d'Activité transmise par l'Apporteuse à la Bénéficiaire aux fins de comptabilisation chez cette dernière, les éléments transmis ont été évalués sur la base des valeurs nettes comptables relatives à la Branche d'Activité figurant dans les Comptes de Référence, établis à titre prospectif à la Date D'effet, l'Apporteuse et la Bénéficiaire étant toutes les deux sous contrôle commun au sens du règlement n° 2017-01 du 5 mai 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

### 3.2. DESIGNATION DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES

Dans le cadre de l'Apport objet des présentes, l'Apporteuse transmet à la Bénéficiaire, sous les conditions ordinaires de fait et de droit et les conditions stipulées aux présentes. l'intégralité des éléments d'actif et de passif, sans limitation ni réserve autres que celles figurant à l'**Article 4** ci-après, se rapportant à la Branche d'Activité à la Date d'Effet. L'énonciation figurant ci-après n'a en conséquence qu'un caractère indicatif et non pas limitatif.

3.2.1. Éléments d'actif apportés (en euros) :

| Actif immobilisé | Valeur brute | Amortissement / provisions | Valeur nette (estimée) |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | | | |
| • Fonds commercial | | | |
| • Concessions, brevets, droits similaires | | | |
| • Autres immobilisations incorporelles | | | |
| **Total des immobilisations incorporelles** | | | |
| **Immobilisations corporelles** | | | |
| • Autres immobilisations corporelles | 27 012,00 | 13 506,00 | 13 506,00 |
| • Immobilisations corporelles en cours | | | |
| • Avances et acomptes | | | |
| **Total des immobilisations corporelles** | **27 012,00** | **13 506,00** | **13 506,00** |
| **Total de l'actif immobilisé** | **27 012,00** | **13 506,00** | **13 506,00** |

| Actif circulant | Valeur brute | Amortissement / provisions | Valeur nette (estimée) |
|---|---|---|---|
| • Avances, acomptes versés / commandes | | | |
| • Créances clients et comptes rattachés | | | |
| • Autres créances | | | |
| • Charges constatées d'avance | | | |
| • Disponibilité | 216 203,00 | | 216 203,00 |
| • Ecarts de conversion actif | | | |
| **Total de l'actif circulant** | **216 203,00** | **-** | **216 203,00** |
| **TOTAL DE L'ACTIF APPORTE** | **243 215,00** | **13 506,00** | **229 709,00** |

3.2.2. Éléments de passif transmis (en euros) :

| Provisions pour risques et charges | Montant (estimé) |
|---|---|
| • Provisions pour risques et charges | |
| **Total provisions pour risques et charges** | |
| **Dettes** | |
| • Dettes fournisseurs et comptes rattachés | |
| • Dettes fiscales et sociales | 89 710,00 |
| • Dettes sur immobilisation et comptes rattachés | |
| • Autres dettes | |
| **Total des dettes** | **89 710,00** |
| • Ecarts de conversion passif | |
| **TOTAL DU PASSIF TRANSMIS** | **89 710,00** |

3.2.3. Actif net apporté (en euros) :

| | |
|---|---|
| La valeur estimée de l'actif de la Branche d'Activité à la Date d'Effet étant de : | 229.709,00 |
| La valeur estimée du passif pris en charge à la même date s'élevant à : | 89.710,00 |
| **La valeur de l'actif net apporté estimée à la Date d'Effet ressort en conséquence à :** | **139.999,00** |

Il est précisé en outre que les engagements hors bilan de l'Apporteuse se rapportant à la Branche d'Activité seront repris de plein droit par la Bénéficiaire à la Date d'Effet du présent Apport.

### 3.3. COMMISSAIRE AUX APPORTS

Conformément aux dispositions des articles L 236-10, L. 225-147 et L. 236-28 du Code de commerce, l'associé unique de la Bénéficiaire a décidé, par décisions en date du 7 août 2023, de nommer Monsieur Bruno Chudeau, du cabinet AXCIO, domicilié 18 rue de Madrid, 75008 Paris, en qualité de commissaire aux apports dans le cadre du présent Apport. Il est précisé que Monsieur Bruno Chudeau ne se verra pas confier la mission de commissaire à la scission.

En application des dispositions susvisées, Monsieur Bruno Chudeau a pour mission :

- d'apprécier la valeur des apports en nature devant être effectués au titre de l'Apport par l'Apporteuse à la Bénéficiaire, et

- d'établir les rapports prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## ARTICLE 4 – ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF NON APPORTÉS

Tous les éléments d'actif et de passif relatifs à la Branche d'Activité, constituant une branche complète et autonome d'activité, sont apportés.

Les éléments d'actif et de passif qui ne se rapportent pas à la Branche d'Activité, et notamment les éléments d'actif et de passif liés aux activités de vente et de marketing conservées par l'Apporteuse ne seront pas apportés par l'Apporteuse à la Bénéficiaire en vertu du présent Projet de Traité d'Apport.

Les Parties conviennent qu'aucune participation détenue par l'Apporteuse ne sera apportée à la Bénéficiaire en vertu du présent Projet de Traité d'Apport.

## ARTICLE 5 – PARITÉ D'ÉCHANGE – REMUNERATION DE L'APPORT – AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA BÉNÉFICIAIRE – PRIME D'APPORT

### 5.1. ÉVALUATION DE LA BRANCHE D'ACTIVITÉ APPORTÉE PAR L'APPORTEUSE

| | |
|---|---|
| L'évaluation de la Branche d'Activité apportée par l'Apporteuse estimée à la Date d'Effet a fait ressortir la valeur nette comptable suivante : | 139.999 € |

### 5.2. ÉVALUATION DE LA BÉNÉFICIAIRE

| | |
|---|---|
| L'évaluation de l'action unique de la Bénéficiaire à la Date d'Effet a fait ressortir la valeur nette comptable suivante : | 1 € |
| Le capital social de la Bénéficiaire étant actuellement divisé en une action d'un euro de valeur nominale, la valeur nette comptable de ladite action unique ressort donc à : | 1 € |

### 5.3. REMUNERATION DE L'APPORT

Il est précisé que les conditions prévues dans le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts (BOI-IS-FUS-30-20-15/04/2020 §40) sont satisfaites et que la rémunération de l'Apport sera donc calculée sur la base de la valeur de l'actif net comptable.

Pour rémunérer l'Apport effectué à la Bénéficiaire, il sera procédé par cette dernière à la création de 139.999 actions ordinaires nouvelles de la Bénéficiaire d'une valeur nominale d'un euro chacune, toutes entièrement libérées et destinées à être attribuées à l'Apporteuse. Le capital social de la Bénéficiaire sera donc augmenté de 139.999 € et s'élèvera ainsi à 140.000 €.

Les actions nouvelles de la Bénéficiaire ainsi attribuées porteront jouissance à la Date d'Effet. Elles seront, sous la seule réserve de leur date de jouissance, entièrement assimilées à l'action unique composant actuellement le capital social, notamment en ce qui concerne le bénéfice de toutes exonérations ou l'imputation de toutes charges fiscales.

Conformément à l'article L. 228-10 du Code de Commerce, les actions nouvelles de la Bénéficiaire seront négociables à compter de la Date d'Effet.

### 5.4. PRIME D'APPORT

Le présent Apport est réalisé sur la base de la valeur nette comptable.

En l'absence de différence entre la valeur de l'actif net apporté et la valeur nominale des actions créées par la Bénéficiaire au titre de l'augmentation de capital susvisée, l'Apporteuse et la Bénéficiaire décident par conséquent de ne pas prévoir de prime d'apport.

## ARTICLE 6 - PROPRIETE – DATE D'ENTREE EN JOUISSANCE

### 6.1. PROPRIETE ET ENTRÉE EN JOUISSANCE DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES

La Bénéficiaire deviendra propriétaire et entrera en jouissance effective des éléments d'actif et de passif apportés, sous réserve de la réalisation de la condition suspensive prévue à l'**Article 17.1** ci-après, à compter de la Date d'Effet.

La Bénéficiaire recevra lesdits éléments dans la consistance où ils se trouveront à la Date d'Effet.

### 6.2. DATE D'EFFET COMPTABLE ET FISCAL

Tel qu'indiqué à l'**Article 2** ci-dessus, l'Apport des éléments d'actif et de passif prendra effet d'un point de vue comptable et fiscal à compter de la Date d'Effet en l'absence d'effet rétroactif fiscal et comptable conféré à la présente opération.

### 6.3. GESTION EN BON PERE DE FAMILLE

L'Apporteuse s'engage à ne procéder, à compter de la date des présentes et jusqu'à la Date d'Effet, à aucune disposition d'actif ou création de passif se rapportant à la Branche d'Activité, autre que dans le cadre d'une gestion en bon père de famille.

L'Apporteuse fera ses meilleurs efforts pour préserver et protéger, d'ici à la Date d'Effet, les actifs transférés.

### 6.4. AJUSTEMENT

Les Parties conviennent de procéder à tout ajustement de la valeur nette comptable des actifs et passifs apportés, conformément au mécanisme d'ajustement suivant :

Toute différence entre la valeur nette comptable des actifs et passifs apportés visée à l'**Article 3.2** du Projet de Traité d'Apport et la valeur nette comptable desdits actifs et passifs apportés déterminée sur la base des comptes définitifs relatifs à la Branche d'Activité de l'Apporteuse arrêtés à la Date d'Effet, sera ajustée de la manière suivante :

- Dans l'hypothèse où l'actif net des actifs et passifs apportés ferait ressortir à la Date d'Effet, une insuffisance d'actif net par rapport aux Comptes de Référence, résultant (i) d'une variation dans la composition des éléments d'actif apportés, désignés et estimés à l'**Article 3.2.1** du Projet de Traité d'Apport et / ou (ii) d'une variation dans la composition des éléments du passif pris en charge par la Bénéficiaire tels que définis et estimés à l'**Article 3.2.2** du Projet de Traité d'Apport, cette insuffisance d'actif donnera lieu à un apport complémentaire en numéraire de l'Apporteuse du montant de l'insuffisance d'actif net.

- Dans l'hypothèse où l'actif net des actifs et passifs apportés ferait ressortir à la Date d'Effet, un excédent d'actif net par rapport aux Comptes de Référence, résultant (i) d'une variation dans la composition des éléments d'actif apportés, désignés et estimés à l'**Article 3.2.1** du Projet de Traité d'Apport et / ou (ii) d'une variation dans la composition des éléments du

passif pris en charge par la Bénéficiaire tels que définis et estimés à l'**Article 3.2.2** du Projet de Traité d'Apport, cet excédent donnera lieu à la constitution d'une prime d'apport à hauteur du montant de cet excédent. Cette prime pourra recevoir, le cas échéant, toute affectation décidée par l'associé unique (ou les associés le cas échéant) de la Bénéficiaire, conformément à la loi.

## ARTICLE 7 - CHARGES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'APPORT

Le présent Apport est fait sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière et, notamment, sous celles suivantes :

- la Bénéficiaire prendra les biens et droits apportés avec tous les éléments corporels et incorporels, en ce compris les objets mobiliers et le matériel, dans l'état où tout se trouvera, à la Date d'Effet, sans pouvoir élever aucune réclamation, pour quelque cause que ce soit.

- La Bénéficiaire aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elles apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de l'Apport, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.

- à compter de la Date d'Effet, la Bénéficiaire fera son affaire personnelle, en lieu et place de l'Apporteuse, de l'exécution ou de la résiliation de tous contrats, conventions, accords, traités, marchés et engagements, quels qu'ils soient, intervenus notamment avec les fournisseurs, le personnel ou les créanciers de l'Apporteuse et résultant de l'exploitation de la Branche d'Activité apportée.

- la Bénéficiaire sera substituée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations pouvant résulter desdits contrats, conventions, accords et engagements quels qu'ils soient, ainsi que dans tous droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles attachés aux biens et créances transmis à la Bénéficiaire au résultat de l'Apport.

- à compter de la Date d'Effet, la Bénéficiaire sera tenue de la totalité du passif grevant les biens, droits et valeurs apportés dans les termes et conditions où ce passif sera exigible.

- à compter de la Date d'Effet, la Bénéficiaire supportera et acquittera tous loyers, cotisations d'assurance et généralement toutes charges pouvant grever les biens, droits et valeurs apportés par l'Apporteuse.

- la Bénéficiaire aura la faculté de poursuivre, engager ou arrêter toutes actions judiciaires et transactions se rapportant aux biens, droits et valeurs apportés par l'Apporteuse, tant en demande qu'en défense. Les bénéfices et charges de ces actions incomberont uniquement à la Bénéficiaire qui s'y oblige.

- la Bénéficiaire se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens et droits apportés, et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout, à ses risques et périls.

## ARTICLE 8 – REPRISE DU PERSONNEL

### 8.1. TRANSFERT DES SALARIES

En application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail, les contrats de travail des salariés de l'Apporteuse entièrement dédiés à la Branche d'Activité seront transférés à la Bénéficiaire de manière automatique à la Date d'Effet. Une liste des salariés dont le contrat de travail est transféré figure en **Annexe 3** des présentes. Il est précisé que cette liste n'a qu'un caractère indicatif et non pas limitatif.

### 8.2. DROITS ACQUIS

Les salariés dont le contrat de travail est transféré à la Bénéficiaire conserveront, à compter de la Date d'Effet, le bénéfice de tous leurs droits acquis au titre de leur contrat de travail au sein de l'Apporteuse à la Date d'Effet, et notamment de leur ancienneté, dans les conditions légales applicables.

## ARTICLE 9 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

L'Apporteuse reconnait, en tant que de besoin, qu'elle conserve à sa charge toutes les obligations en matière de participation des salariés aux résultats de l'Apporteuse nées ou à naître pour la période courant jusqu'à la Date d'Effet.

## ARTICLE 10 – FORMALITES DE REGULARISATION

La Bénéficiaire accomplira, en tant que de besoin, toutes les formalités qui seraient éventuellement nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens, droits et valeurs apportés par l'Apporteuse et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

## ARTICLE 11 – DROIT DES CREANCIERS NON OBLIGATAIRES

### 11.1. NON SOLIDARITE

Conformément à la faculté qui leur est offerte par l'article L. 236-30 du Code de Commerce, les Parties conviennent expressément que le passif transmis sera supporté par la Bénéficiaire seule, sans solidarité de l'Apporteuse.

### 11.2. OPPOSITION

Les créanciers de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire pourront faire opposition dans les conditions prévues à l'article L. 236-15 du Code de Commerce. L'opposition sera faite devant le Tribunal de commerce compétent qui pourra :

- soit rejeter l'opposition,
- soit ordonner le remboursement des créances,
- soit ordonner la constitution de garanties.

Conformément aux dispositions légales, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations d'apport.

## ARTICLE 12 - DECLARATIONS FISCALES

### 12.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties déclarent qu'elles sont passibles de l'impôt sur les sociétés tel que prévu par le Code Général des Impôts.

Les représentants de chacune des Parties s'engagent à ce que celles-ci se conforment aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne, entre autres, les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés comme toutes les charges et taxes résultant de la réalisation définitive du présent Apport conformément à ce qui est mentionné ci-après.

### 12.2. IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Les Parties déclarent que l'Apport porte sur une branche complète et autonome d'activité au sens de l'article 210 B du Code Général des Impôts et qu'il est placé sous le régime de faveur des fusions prévu par l'article 210 A du Code Général des Impôts.

En conséquence, la Bénéficiaire s'engage expressément à respecter l'ensemble des prescriptions lui permettant de bénéficier du régime de faveur susmentionné, en ce inclus les dispositions visées à l'article 210 A 3 du Code Général des Impôts, et notamment à :

- reprendre à son passif, le cas échéant, les provisions dotées par l'Apporteuse relatives à la Branche d'Activité dont l'imposition aurait été différée chez l'Apporteuse ;
- reprendre à son passif, le cas échéant, la réserve spéciale où l'Apporteuse a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés au taux réduit ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du Code Général des Impôts;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteuse pour la réintégration, des résultats dont l'imposition avait été différée chez cette dernière ;

- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A, 5° et 6° du Code Général des Impôts , d'après la valeur qu'avaient lesdits biens du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteuse ;

- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés dans les délais et les conditions fixés à l'article 210 A, 3, d du Code Général des Impôts les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. À cet égard, il est précisé que cet engagement comprend l'obligation faite à la Bénéficiaire, en vertu des dispositions de l'alinéa 3 d de l'article 210-A précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente au bien transmis qui n'aurait pas été réintégrée à la date de ladite cession.

- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations et que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A, 5° et 6° du Code Général des Impôts, pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse, ou à défaut, à comprendre dans ses résultats de l'exercice d'apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ;

- inscrire à son bilan, les écritures comptables des actifs et passifs de l'Apporteuse qui lui sont transférés (valeur brute d'origine, amortissement, provision) et continuer, le cas échéant, à calculer les dotations aux amortissements à partir des valeurs d'origine qu'avaient lesdits biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse, conformément à la doctrine administrative applicable (BOI-IS-FUS-30-20-20120912 n°10).

En outre, l'Apporteuse et la Bénéficiaire, s'engagent à :

- joindre à leur déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration fiscale française, faisant apparaitre, pour chaque nature d'élément compris dans l'Apport, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable en cas de cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I du Code Général des Impôts et à l'Article 38 quindecies I et II de l'Annexe III au Code Général des Impôts, et ce tant que leurs écritures feront apparaître des éléments auxquels est attaché un sursis d'imposition en raison de l'Apport ; et

- en ce qui concerne la Bénéficiaire, tenir et conserver si nécessaire le registre spécial des plus-values prévu par l'article 54 septies II du Code Général des Impôts, jusqu'à la fin de la troisième année suivant celle de la sortie du dernier Actif Transféré figurant sur ledit registre.

### 12.3. TVA

l'Apporteuse et la Bénéficiaire déclarent être redevables de la TVA et la Bénéficiaire s'engage à poursuivre l'activité économique exercée par l'Apporteuse au titre de l'Apport. Le présent Apport bénéficiera donc du régime défini par l'article 257 bis du Code Général des Impôts qui prévoit la dispense d'imposition à la TVA des livraisons de biens et prestations de services réalisées entre redevables de la TVA et intervenant dans le cadre de la transmission d'une universalité totale ou partielle de biens.

La Bénéficiaire sera notamment tenue de procéder, le cas échéant, aux régularisations des droits à déduction prévues par la réglementation applicable et aux taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à l'Apport auxquelles l'Apporteuse aurait été tenue de procéder si elle avait poursuivi l'exercice de l'activité apportée.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 287-5-c du Code Général des Impôts, le montant total hors taxe des éléments d'actifs et de passifs transmis sera reporté sur la déclaration mensuelle de chiffre d'affaires (CA 3) de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire, ligne E2 « *Autres opérations non imposables* ».

Si l'administration fiscale devait définitivement remettre en cause le régime de dispense de TVA, l'Apporteuse émettra, à l'attention de la Bénéficiaire une ou plusieurs factures rectificative(s) avec TVA française, ces factures ouvrant droit à déduction dans les conditions de droit commun au niveau de cette dernière.

### 12.4. DROITS D'ENREGISTREMENT

L'ensemble des biens et droits apportés par l'Apporteuse constituant une branche complète et autonome d'activité au sens de l'article 301 E de l'annexe II du Code Général des Impôts, l'Apport sera exonéré de droits d'enregistrement en application des articles 816 et 817 du Code Général des Impôts.

Les Parties conviennent expressément, en tant que de besoin, d'imputer le passif pris en charge par la Bénéficiaire, en priorité sur les créances et liquidités apportées ainsi que sur les stocks.

### 12.5. OPERATION ANTERIEURES

La Bénéficiaire reprend le bénéfice ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal se rapportant à la Branche d'Activité qui auraient pu être antérieurement souscrits par l'Apporteuse à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur, notamment en matière d'impôt sur les sociétés et/ou de droits d'enregistrement et / ou de TVA.

## ARTICLE 13 - DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS

Les Parties conviennent que l'Apporteuse ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie de quelque nature que ce soit à la Bénéficiaire, notamment en ce qui concerne :

(i) la valeur de l'un quelconque des éléments d'actif et de passif apportés ;

(ii) l'absence d'une quelconque sûreté grevant l'un quelconque des éléments d'actif apportés ;

(iii) l'absence de toute demande reconventionnelle ou autre liée à toute réclamation, y compris celles portant sur les comptes clients, se rapportant à la Branche d'Activité apportée ;

(iv) l'aptitude ou la suffisance de tout titre, document ou acte délivré au titre du présent Projet de Traité d'Apport, à conférer à leur porteur la pleine propriété et la jouissance des éléments d'actif concernés.

## ARTICLE 14 – CONTRATS APPORTES

Conformément au principe de la transmission universelle du patrimoine, tous les contrats inclus dans le périmètre de la Branche d'Activité, en ce compris les contrats clients et les contrats fournisseurs, seront transférés à la Bénéficiaire à compter de la Date d'Effet. La liste des contrats attachés à la Branche d'Activité est jointe en **Annexe 4** du présent Projet de Traité d'Apport, étant précisé que ladite liste n'a qu'une valeur indicative et n'est pas exhaustive. Il est en outre précisé que, pour des raisons de confidentialité, cette liste ne sera pas jointe au présent Projet de Traité d'Apport mais fera l'objet d'un document séparé signé par les Parties.

S'agissant des contrats, conventions, biens, droits ou valeurs dont la transmission serait subordonnée à un accord ou un agrément quelconque d'un cocontractant de l'Apporteuse ou d'un tiers, l'Apporteuse sollicitera en temps utile, c'est-à-dire d'ici la Date d'Effet, et avec le concours de la Bénéficiaire, les accords ou agréments nécessaires.

## ARTICLE 15 – BIENS IMMOBILIERS

Les Parties confirment qu'aucun bien immobilier ni bail commercial ne fait partie de la Branche d'Activité et ne sera donc transféré dans le cadre du présent Apport.

## ARTICLE 16 – DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les Parties confirment qu'aucun droit de propriété intellectuelle ne fait partie de la Branche d'Activité et ne sera donc transféré dans le cadre du présent Apport.

## ARTICLE 17 - REALISATION DEFINITIVE DE L'APPORT - CONDITION SUSPENSIVE

### 17.1. CONDITION SUSPENSIVE

Le présent Projet de Traité d'Apport est conclu sous la condition suspensive de son approbation par les décisions d'associé unique de la Bénéficiaire constatant la réalisation définitive de l'Apport et l'augmentation de capital correspondante.

### 17.2. CADUCITE

A défaut de réalisation au plus tard le 31 décembre 2023 de la condition suspensive stipulée au présent article, le présent Projet de Traité d'Apport sera considéré comme caduc, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire et sans qu'aucune indemnité ne soit due par l'une ou l'autre des Parties.

## ARTICLE 18 – PUBLICATION - FORMALITE DE DEPOT ET DE PUBLICITE - DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES

### 18.1. PUBLICATION

Le présent Projet de Traité d'Apport sera publié, conformément à la réglementation en vigueur.

### 18.2. FORMALITÉS

Les Parties accompliront ou pourront faire accomplir dans les délais légaux toutes les formalités de dépôt et de publicité nécessaires ou consécutives à la réalisation des présentes et, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers l'Apport.

### 18.3. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi et rappelés dans les dispositions ci-dessus.

## ARTICLE 19 - FRAIS ET DROITS

À défaut de disposition contraire dans le présent Projet de Traité d'Apport, les Parties supporteront chacune leur part des frais, droits et honoraires engagés ou dus à l'occasion de la négociation, de la préparation ou de la mise en œuvre de l'Apport par l'Apporteuse de la Branche d'Activité à la Bénéficiaire.

La Bénéficiaire prendra à sa charge les droits d'enregistrement, droits de timbre et autres impôts résultant de la conclusion ou de la mise en œuvre du présent Projet de Traité d'Apport.

## ARTICLE 20 - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font respectivement élection de domicile en leur siège social.

## ARTICLE 21 - COMPETENCE

Le présent Projet de Traité d'Apport est soumis au droit français.

Tous les litiges entre les Parties relatifs au Projet de Traité d'Apport seront soumis au Tribunal de commerce de Nanterre.

Fait le 14 août 2023, en cinq (5) exemplaires originaux,

**ALIGN TECHNOLOGY**
Représentée par : Markus Sebastian

Julie Coletti

**ALIGN TECHNOLOGY OPERATIONS**
Représentée par : Madame Julie Coletti

## Annexes

Annexe 1 : Comptes de Référence de l'Apporteuse afférents à la Branche d'Activité

Annexe 2 : Situation comptable intermédiaire de l'Apporteuse au 31 mai 2023

Annexe 3 : Liste des salariés transférés

Annexe 4 : Liste des contrats se rapportant à la Branche d'Activité

Annexe 1 :
Comptes de Référence de l'Apporteuse afférents à la Branche d'Activité

| Actif immobilisé | Valeur brute | Amortissement / provisions | Valeur nette (estimée) |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | | | |
| • Fonds commercial | | | |
| • Concessions, brevets, droits similaires | | | |
| • Autres immobilisations incorporelles | | | |
| **Total des immobilisations incorporelles** | | | |
| **Immobilisations corporelles** | | | |
| • Autres immobilisations corporelles | 27 012,00 | 13 506,00 | 13 506,00 |
| • Immobilisations corporelles en cours | | | |
| • Avances et acomptes | | | |
| **Total des immobilisations corporelles** | **27 012,00** | **13 506,00** | **13 506,00** |
| **Total de l'actif immobilisé** | **27 012,00** | **13 506,00** | **13 506,00** |

| Actif circulant | Valeur brute | Amortissement / provisions | Valeur nette (estimée) |
|---|---|---|---|
| • Avances, acomptes versés / commandes | | | |
| • Créances clients et comptes rattachés | | | |
| • Autres créances | | | |
| • Charges constatées d'avance | | | |
| • Disponibilité | 216 203,00 | | 216 203,00 |
| • Ecarts de conversion actif | | | |
| **Total de l'actif circulant** | **216 203,00** | - | **216 203,00** |
| **TOTAL DE L'ACTIF APPORTE** | **243 215,00** | **13 506,00** | **229 709,00** |

| Provisions pour risques et charges | Montant (estimé) |
|---|---|
| • Provisions pour risques et charges | |
| **Total provisions pour risques et charges** | |
| **Dettes** | |
| • Dettes fournisseurs et comptes rattachés | |
| • Dettes fiscales et sociales | 89 710,00 |
| • Dettes sur immobilisation et comptes rattachés | |
| • Autres dettes | |
| **Total des dettes** | **89 710,00** |
| • Ecarts de conversion passif | |
| **TOTAL DU PASSIF TRANSMIS** | **89 710,00** |

Annexe 2 :
Situation comptable intermédiaire de l'Apporteuse au 31 mai 2023

GMBA
WALTER ALLINIAL
membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

# ALIGN TECHNOLOGY

*Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques*

2-8 rue Sarah Bernhardt
92600 ASNIERES SUR SEINE

# Etats Financiers

Exercice clos le 31/05/2023


**GMBA**

**Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Parisienne**
**Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris**
**Membre indépendant de WALTER FRANCE et d'Allinial Global International**

Siège social . 31-35 rue de la fédération - 75015 PARIS
Téléphone +33 (0)1 48 74 28 18 - Fax +33 (0)1 48 74 96 41
E-mail paris8@gmba fr

SARL au capital de 350 000 Euros - 785 587 676 RCS Paris
NAF 6920 Z - N° TVA : FR18785587676

**www.gmba-allinial.com**

# Sommaire

| | |
|---|---|
| Sommaire | 1 |
| Bilan Actif | 2 |
| Bilan Passif | 3 |
| Compte de résultat | 4 |
| Compte de résultat (Suite) | 5 |

# Bilan Actif

| Bilan Actif | Du 01/01/2023 au 31/05/2023 | | | Au 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|
| | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| **Actif immobilisé** | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| **Immobilisations corporelles** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 328 824 | 240 534 | 88 289 | 153 609 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 256 029 | 878 443 | 377 586 | 432 804 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **Immobilisations financières** | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité en portefeuille | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 51 710 | | 51 710 | 51 710 |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | **1 636 563** | **1 118 978** | **517 585** | **638 124** |
| **Actif circulant** | | | | |
| **Stocks et en-cours** | | | | |
| Matières premières, autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production - De biens | | | | |
| En-cours de production - De services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| **Créances** | | | | |
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres | 3 660 946 | | 3 660 946 | 4 639 043 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| **Valeurs mobilières de placement** | | | | |
| Actions propres | | | | |
| Autres titres | | | | |
| **Instruments de trésorerie** | | | | |
| **Disponibilités** | **5 548 793** | | **5 548 793** | **4 458 728** |
| **Charges constatées d'avance** | **314 840** | | **314 840** | **188 780** |
| **ACTIF CIRCULANT** | **9 524 580** | | **9 524 580** | **9 286 551** |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| **TOTAL ACTIF** | **11 161 142** | **1 118 978** | **10 042 164** | **9 924 674** |

# Bilan Passif

| Bilan Passif | | | Du 01/01/2023<br>Au 31/05/2023 | Du 01/01/2022<br>Au 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|
| **Capitaux propres** | | | | |
| Capital social ou individuel | (dont versé) | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| Prime d'émission, de fusion, d'apport | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | |
| Écart d'équivalence | | | | |
| Réserves : | - Légale | | 10 000 | 10 000 |
| | - Statutaires ou contractuelles | | | |
| | - Réglementées | | | |
| | - Autres | | | |
| Report à nouveau | | | 5 162 066 | 4 250 710 |
| **Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)** | | | **390 783** | **911 356** |
| Subventions d'investissement | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| **CAPITAUX PROPRES** | | | **5 662 849** | **5 272 066** |
| **Autres fonds propres** | | | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| Autres | | | | |
| **AUTRES FONDS PROPRES** | | | | |
| **Provisions pour risques et charges** | | | | |
| Provisions pour | - Risques | | | |
| | - Charges | | 225 450 | 225 450 |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | | **225 450** | **225 450** |
| **Emprunts et dettes** | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes : | - Auprès des établissements de crédit | | | |
| | - Financières diverses | | 2 424 | 2 424 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| | - Fournisseurs et comptes rattachés | | 729 414 | 1 374 068 |
| Dettes : | - Fiscales et sociales | | 3 396 308 | 2 652 998 |
| | - Sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | 25 719 | 397 668 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| **EMPRUNTS ET DETTES** | | | **4 153 866** | **4 427 159** |
| Écarts de conversion passif | | | | |
| **TOTAL PASSIF** | | | **10 042 164** | **9 924 674** |

# Compte de résultat

| Compte de résultat | Du 01/01/2023 au 31/05/2023 | | | Au 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|
| | France | Exportation | Total | Total |
| **Produits d'exploitation** | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue : - De biens | | | | |
| Production vendue : - De services | | 9 030 558 | 9 030 558 | 21 330 183 |
| **Chiffre d'affaires net** | | **9 030 558** | **9 030 558** | **21 330 183** |
| Production - Stockée | | | | |
| Production - Immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation reçues | | | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | |
| Autres produits | | | 985 | 9 544 |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | **9 031 543** | **21 339 727** |
| **Charges d'exploitation** | | | | |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stocks (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes * | | | 1 464 710 | 4 579 917 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 240 376 | 561 471 |
| Salaires et traitements | | | 4 182 148 | 9 677 501 |
| Charges sociales | | | 2 338 211 | 4 586 423 |
| Dotations aux - Amortissements sur immobilisations | | | 120 539 | 282 239 |
| Dotations aux - Dépréciations sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux - Dépréciations sur actif circulant | | | | |
| Dotations aux - Provisions pour risques et charges | | | | |
| Autres charges | | | 460 | 733 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | | **8 346 444** | **19 688 283** |
| * Y compris - Redevances de crédit-bail mobilier | | | | |
| * Y compris - Redevances de crédit-bail immobilier | | | | |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | | | **685 099** | **1 651 444** |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| **Produits financiers** | | | | |
| Produits financiers de participation | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 21 256 | 7 830 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | -967 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | | **20 289** | **7 830** |
| **Charges financières** | | | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | -40 | 13 429 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| **CHARGES FINANCIÈRES** | | | **-40** | **13 429** |
| **RÉSULTAT FINANCIER** | | | **20 329** | **-5 599** |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS** | | | **705 428** | **1 645 844** |

# Compte de résultat (Suite)

| Compte de résultat (suite) | Au 31/05/2023 | Au 31/12/2022 |
|---|---|---|
| **Produits exceptionnels** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| **Charges exceptionnelles** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | 700 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | | |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | **700** |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL** | | **-700** |
| Participation des salariés | 146 917 | 342 628 |
| Impôts sur les bénéfices | 167 728 | 391 160 |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **9 051 832** | **21 347 557** |
| **TOTAL DES CHARGES** | **8 661 049** | **20 436 200** |
| **BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)** | **390 783** | **911 356** |

Annexe 3 :
Liste des salariés transférés

| | |
|---|---|
| 33415 | Customer Success CAD Designer |
| 33416 | Customer Success CAD Designer |
| 33426 | Customer Success CAD Designer |
| 33433 | Customer Success CAD Designer |
| 33434 | Customer Success CAD Designer |
| 33442 | Customer Success CAD Designer |
| 33447 | Process Analyst |
| 33449 | Customer Success CAD Designer |
| 33894 | Customer Success CAD Designer |
| 34011 | Customer Success CAD Designer |
| 38263 | Customer Success CAD Designer |
| 40882 | Customer Success CAD Designer |
| 41373 | Customer Success CAD Designer |
| 41376 | Customer Success CAD Designer |
| 36938 | Clinical Protocol Specialist |
| 42187 | Clinical Protocol Specialist |